



## **Le 19 mai : Adresse de l'UFICT - Contre la politique d'austérité du gouvernement, pour le retrait du pacte de responsabilité, du projet de loi NOTRe et l'abrogation de la loi Métropole, pour la défense du service public, de l'emploi public et du statut**

Avec la Fédération CGT des Services publics, l'Union Fédérale des Ingénieurs Cadres, Techniciens conteste radicalement les réformes menées par le gouvernement concernant les collectivités territoriales, sous la pression du coût financier des cadeaux consentis au grand patronat par le biais du Pacte de responsabilité.

Lors de son 17ème Congrès en mai 2013, l'UGICT-CGT avait elle aussi réaffirmé l'exigence de renforcer le statut de la Fonction publique, de développer l'emploi public statutaire pour garantir les missions de service public et d'abroger la loi MAPTAM instaurant les métropoles.

Les différents volets de la réforme territoriale affaiblissent en effet la démocratie de proximité tout en réduisant les moyens consacrés au service public. En renforçant et accélérant les processus de transferts de compétences, de fusions des services et d'externalisation des missions, ils conduisent à une dégradation du service public local et portent atteinte aux conditions d'emploi et de travail de l'ensemble des catégories de personnel.

« Ces réformes sont mises en place dans un déni de souveraineté populaire, sans aucune concertation démocratique des citoyens, sans réelle consultation des personnels concernés, alors que de nombreux élus locaux sont très critiques, voire opposés aux projets du gouvernement. »

Les cadres sont particulièrement visés dans les restructurations en cours qui conduisent à des suppressions de postes, à des mobilités forcées avec augmentation de leur charge de travail et diminution de leur marge de manœuvre et d'autonomie.

Il faudrait faire toujours plus et mieux alors que, Pacte de Responsabilité oblige, ce sont 11 milliards d'euros qui vont être ponctionnés sur le budget des collectivités locales d'ici 2017 !

Dans le même temps, le gouvernement entend accélérer les négociations sur « les parcours professionnels, carrières et rémunérations », et en remplacement de la Prime de Fonction et de résultat, et imposer au 1er juillet 2015, la mise en place d'un nouveau dispositif de régime indemnitaire au mérite, l'IFSE (Indemnité de Fonctions, Sujétions et d'Expertise).

Toutes ces réformes accentuent l'éclatement de l'unité du statut de la Fonction publique territoriale dans un total déni du dialogue social.

Dans la continuité de la forte mobilisation intersyndicale CGT-FO-FSU-Solidaires du 9 avril dernier contre la politique de régression sociale du gouvernement, la Fédération CGT des Services publics appelle à une journée nationale de grève le 19 mai avec deux manifestations, à Paris et à Lyon, pour poursuivre le

combat contre la métropolisation et pour le retrait du projet de loi NOTRe.

L'UFICT-CGT des Services publics appelle les ingénieurs, cadres et techniciens à amplifier leur mobilisation du 9 avril en s'inscrivant massivement dans la journée d'action du 19 mai pour exiger :

- ▶ Le retrait du projet de loi NOTRe, l'abrogation de la loi MAPTAM et de toutes les lois de casse des collectivités locales.
- ▶ Des moyens financiers à la hauteur des besoins pour les services publics et l'emploi public.
- ▶ Le développement de l'emploi statutaire, l'organisation des concours et examens professionnels pour garantir le recrutement d'agents statutaires, le déroulement de carrière des agents titulaires, la titularisation de tous les personnels précaires.
- ▶ Le refus de toute externalisation et toute suppression de postes.
- ▶ Le refus de toute remise en cause des droits et acquis sociaux particuliers.
- ▶ L'augmentation massive et immédiate du point d'indice avec des grilles garantissant un véritable déroulement de carrière aux agents.
- ▶ La suppression de toute forme de salaire au mérite – que ce soit sur le traitement indiciaire ou sur le régime indemnitaire.

publié le 12 mai 2015